

POMFRET, Richard, *The Economic Development of Canada*.
Toronto, Methuen Publications, 1981. 216 p. 14,95 \$.

Robert Armstrong

Volume 37, numéro 3, décembre 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304193ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304193ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Armstrong, R. (1983). Compte rendu de [POMFRET, Richard, *The Economic Development of Canada*. Toronto, Methuen Publications, 1981. 216 p. 14,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(3), 470–472.
<https://doi.org/10.7202/304193ar>

POMFRET, Richard, *The Economic Development of Canada*. Toronto, Methuen Publications, 1981. 216 p. 14,95\$

Jusqu'aux années soixante, l'art d'écrire l'histoire économique consistait à faire la chronologie des événements et des institutions économiques dans un style descriptif. Au cours des vingt dernières années, l'histoire économique telle que pratiquée par les économistes est devenue analytique et empirique. De plus en plus, elle tend à se rapprocher des autres domaines de la théorie économique appliquée. Évidemment, les données historiques de longue durée sont insuffisantes et l'application de la théorie demeure un exercice difficile. Mais des réussites nouvelles et étonnantes relèguent lentement dans l'ombre certains arguments spécieux et hypothèses fortuites qui ont caractérisé l'histoire économique traditionnelle. La première vague de volumes de synthèse portant sur la «nouvelle» histoire économique du Canada a déjà atteint le marché. Comme on peut s'y attendre, ces premières études renferment des recettes personnelles faites d'anciens et de nouveaux ingrédients.

À l'instar de plusieurs pionniers, Richard Pomfret s'aventure en terrain connu avant d'aborder son sujet. Dans un des premiers chapitres décrivant la croissance de l'économie canadienne d'avant 1850, l'auteur explique la croissance économique en résumant sommairement l'approche des produits de base (le poisson, les fourrures et le bois). Pour la période, Pomfret endosse cette approche sans critique aucune et affirme que «the timber trade's economic characteristics explain the main economic phenomena of the period 1821-1851» (pp. 200-201). De fait, la très grande majorité de la main-d'oeuvre du Québec et de l'Ontario était employée dans le secteur de l'agriculture à cette

époque. Plusieurs historiens de l'économie, attirés par les relations impériales et l'accès relativement facile aux données sur le commerce extérieur, semblent avoir grandement exagéré l'importance du commerce du bois dans l'activité économique globale.

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, l'économie canadienne commença à subir une transformation d'importance majeure. Deux phénomènes conjugués, l'urbanisation et l'industrialisation, changèrent la structure agro-économique de manière inattendue. Dans le but de raffermir et d'étendre leurs activités, les hommes d'affaires exercèrent des pressions afin de créer un nouvel environnement institutionnel mieux adapté à la croissance et aux fluctuations de l'économie domestique. La Confédération fournit aux entreprises, à l'affût de bénéfices, le cadre institutionnel nécessaire leur permettant de nouvelles initiatives dans l'industrie manufacturière et des services. Avec la répartition des pouvoirs de 1867, le gouvernement central s'assure le contrôle de la plupart des mécanismes régulateurs de l'économie détenus auparavant par le gouvernement impérial à Londres. Depuis lors, la croissance de l'économie canadienne s'est inscrite dans un cadre institutionnel largement défini par le gouvernement fédéral à Ottawa.

Le survol que fait Pomfret de l'histoire économique canadienne démarre réellement au chapitre quatre. On y trouve un bon résumé des défauts contenus dans les données de recensement allant de 1851 à 1940. S'ensuit un long chapitre sur l'activité gouvernementale depuis le milieu du dix-neuvième siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'examen porte sur la politique nationale du gouvernement fédéral: les tarifs, les subventions aux chemins de fer et les programmes de colonisation des terres de l'Ouest. Les barrières tarifaires permirent à l'Ontario et au Québec d'accroître la taille de leurs secteurs manufacturiers aux dépens des consommateurs de toutes les régions. Les subventions gouvernementales furent nécessaires à la construction de la ligne transcontinentale du Canadien Pacifique, mais le montant total de ces subventions fut démesuré. L'impact net de la politique fédérale de distribution des terres sur le taux de colonisation dans l'Ouest demeure incertain.

Sur quelques sujets, Pomfret force sa crédibilité en projetant sur le passé lointain les conclusions d'études s'appuyant sur des données modernes. De cette façon, il endosse l'analyse que fait Richard Caves du processus politique entourant la fixation des tarifs canadiens au début des années 1960 et projette rétrospectivement les conclusions de Caves en affirmant: «the tariff structure, but not its level remained more or less constant during the century after 1859» (p. 92). Ce genre de raisonnement nuit aux aspects positifs du volume.

Le contenu du volume dément son titre quelque peu ambitieux. La recherche fouillée en histoire économique canadienne est sporadique et le survol de Pomfret l'est également: un seul chapitre suffit à résumer la période prenant fin en 1850. Le restant du texte traite de sujets choisis parmi ceux ayant récemment retenu l'attention des économistes: la politique gouvernementale, l'industrialisation, la colonisation de l'Ouest, le système financier, les cycles commerciaux et les disparités régionales. Pour chacun de ces sujets, le lecteur y trouvera une brève présentation. Cependant, le secteur des ressources — les mines, l'hydro-électricité et l'agriculture dans l'Est — reçoit très peu d'attention. Ainsi que le reconnaît Pomfret, la démographie et l'his-

toire du travail sont complètement passées sous silence. Pas plus ne fait-on mention de publications de langue française parues ces vingt dernières années: dans tout le volume, on cite à peine deux titres en langue française. Cela surprend d'autant plus que l'auteur rédigea son manuscrit au département d'Économie à l'Université Concordia entre 1976 et 1979!

Pour les auteurs de manuels, trouver un juste équilibre entre la théorie, l'analyse et l'exposé s'avère un véritable problème. Dans ce volume on fait appel à de la théorie de base et une connaissance élémentaire de certains concepts économiques (avantage comparé, coûts des transactions, économies d'échelle, rente économique) aidera à la compréhension du texte. L'expression «développement économique», telle qu'elle apparaît dans le titre, se rapporte au «changement structural de l'économie» et se réfère probablement à l'analyse intéressante que fait l'auteur sur l'industrie manufacturière d'avant la Première Guerre mondiale. Mais, en fin de compte, Pomfret s'attache à la «croissance» plutôt qu'au «développement». Au dernier paragraphe du texte, comme après coup, il reconnaît que la croissance réelle en terme de produit et revenu national «reveals nothing of the relative performance of different groups in the Canadian economy» (p. 202). Selon l'auteur, le haut degré de croissance des revenus globaux sur une longue période porte à croire que la répartition des revenus est une question relativement peu importante dans l'histoire économique canadienne... Chacun selon son goût...

CRTC
Hull, Québec

ROBERT ARMSTRONG